

Panorama économique et commercial des pays arabes méditerranéens

Secrétariat Général du CIHEAM¹

Les services statistiques de l'Union européenne (Eurostat), avec l'aide de la Direction générale aux relations commerciales (DG Trade) viennent de publier une série de données très précises sur la situation économique et commerciale des pays arabes méditerranéens, partenaires dans le cadre du processus euro-méditerranéen depuis 1995². L'intérêt réside en outre dans la mise à disposition de chiffres passant en revue le passé proche (2003 à 2007) et tenant compte au niveau européen, d'une Union élargie désormais à 27 Etats membres (UE27).

La présente note rassemble, et agrège parfois, certaines de ces statistiques afin de rendre compte des dynamiques tant économique que commerciale de ces sept pays (Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Syrie, Tunisie, Maroc). L'objectif est de souligner à quel point ces Etats sont de plus en plus branchés sur le commerce international, malgré la place majeure qu'occupe toujours l'Union européenne dans ce paysage.

1. Une évolution économique globalement satisfaisante

En aucun cas, les pays arabes méditerranéens ne forment un bloc homogène sur le plan économique. Au contraire, chacun de ces Etats présente des caractéristiques bien particulières, sachant que d'importantes réformes y sont menées depuis plusieurs années désormais. Ces réformes visent notamment à renforcer les capacités de résistance aux chocs macro-économiques, à s'insérer sur le marché international par une libéralisation progressive des échanges et à diversifier les sources de croissance³.

De 2004 à 2007, on constate que la croissance économique des pays arabes méditerranéens aura été soutenue, notamment en Jordanie, mais également en Egypte. Les troubles politiques que le Liban aura connus durant la période examinée expliquent pourquoi la croissance y aura été aussi volatile que limitée. La Tunisie de son côté reste sur sa lancée de résultats économiques très positifs, lui permettant d'occuper la première place du continent africain en terme de compétitivité globale de son économie⁴. Quant au Maroc, la croissance, toujours aussi fortement corrélée à celle du secteur agricole, demeure variable d'une année sur l'autre, comme le montrent les quatre années sous revue.

1 Cette note a été réalisée par Sébastien Abis (Administrateur) et Jessica Nardone (Stagiaire)

2 Dans cet écrit, les pays arabes méditerranéens, partenaires de l'Union européenne depuis le lancement du Processus de Barcelone en 1995, seront mentionnés au sein des tableaux et graphiques sous le sigle anglais de MPC (Mediterranean Partners Countries).

3 Pour une analyse récente et détaillée de la situation macro-économique des pays arabes méditerranéens, se reporter au rapport de la Commission européenne, « ENP : Economic review of EU Neighbour countries », Economic and Social affairs DG, Occasional paper n°40, August 2008.

4 Rapport mondial 2008-2009 du Forum mondial de Davos sur la compétitivité.

Bien qu'encourageants, ces chiffres ne doivent pas occulter le fait que les performances devraient davantage se situer autour de 7 à 8 points de croissance annuelle pour à la fois faire face à l'arrivée massive de jeunes diplômés sur le marché du travail (en 2006, le chômage frappait 31% des jeunes tunisiens de 15 à 24 ans et ce chiffre grimpe même à 34% concernant l'Egypte) et enclencher un mouvement de convergences avec le Nord du Bassin méditerranéens et les économies européennes.

Real GDP (% growth)				
	2004	2005	2006	2007
Algérie	5,2	5,3	2,7	4,5
Egypt	4,1	4,5	6,8	6,7
Jordan	8,4	7,2	6	6
Lebanon	7	1		1
Morocco	4,2	1,7	7,3	3,5
Syria	2,4	2,9	3	3,3
Tunisia	6	4	5,3	6

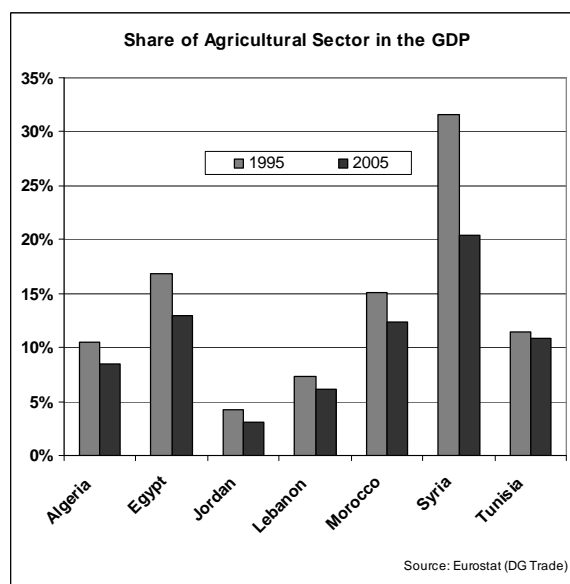
Il convient par ailleurs de souligner les disparités de richesse qui prévalent entre les pays arabes de la zone méditerranéenne. Un écart de 1 à 8 sépare ainsi le produit intérieur brut (PIB) de la Jordanie et de l'Egypte. Celle-ci, avec l'Algérie, figure comme le poids lourd du groupe de pays étudiés. Mais ces valeurs absolues ne sauraient masquer, réalités démographiques obligent, de profondes inégalités si l'on considère le PIB par habitant et en parité de pouvoir d'achat. Ainsi, c'est au Liban que cet indicateur est le plus élevé, trois à quatre fois supérieur par rapport à l'Egypte, le Maroc ou la Syrie. Or là encore, il serait imprudent de ne pas rappeler que ces chiffres présentés pour l'échelle nationale dissimulent dans les faits de considérables disparités locales entre les territoires, et notamment, entre zones urbaines et zones rurales⁵. De même, peut-on notifier la progression très faible de cet indicateur depuis 2000, puisqu'on évaluait alors à 1952 euros le PIB par habitant en Algérie, à 1646 euros en Egypte (soit un fort recul ces dernières années), à 1988 euros en Jordanie, à 1413 euros au Maroc ou encore à 2206 euros en Tunisie).

	GDP 2007	
	GDP 2007 (Bn€)	GDP per capita 2007 (€)
Algérie	85	2493
Egypt	94	1281
Jordan	12	2027
Lebanon	17	4600
Morocco	45	1479
Syria	26	1297
Tunisia	25	2364

Dans ce paysage économique contrasté, il faut enfin souligner le poids qu'occupe encore le secteur agricole dans la formation annuelle du PIB de ces pays arabes méditerranéens. Certes, comparé à 1995, l'agriculture contribue un peu moins en 2005 à la croissance économique et à la création de richesses endogènes, mais les chiffres demeurent substantiels, hormis les exceptions libanaise et jordanienne. Avec des taux à hauteur de 20,4% en Syrie ou de 12% au Maroc, l'agriculture est vitale pour ces pays et la croissance économique y dépend en partie du dynamisme agricole. Cela se répercute simultanément sur la situation de l'emploi, avec une forte prévalence de l'activité agricole dans ces pays. On évaluait⁶ en 2006 que la part des actifs agricoles sur l'ensemble de la population active tournait autour de 31% en Egypte, de 43% au Maroc, de 19% en Tunisie et de 18% en Algérie.

⁵ En 2004, la ratio de la pauvreté (population vivant en dessous de la ligne de pauvreté établie par le gouvernement) était évalué en Egypte à 10% en milieu urbain contre 27% en milieu rural. Au Maroc, la même année, l'écart y était sensiblement identique, avec un ratio de pauvreté frappant 22% des populations rurales contre 8% de celles urbaines. Ces chiffres sont tirés du rapport Eurostat, « *Euro-Mediterranean statistics book 2007* ».

⁶ Chiffres tirés du rapport Eurostat, « *Euro-Mediterranean statistics book 2007* ».



2. L'Union européenne, partenaire commercial toujours incontournable

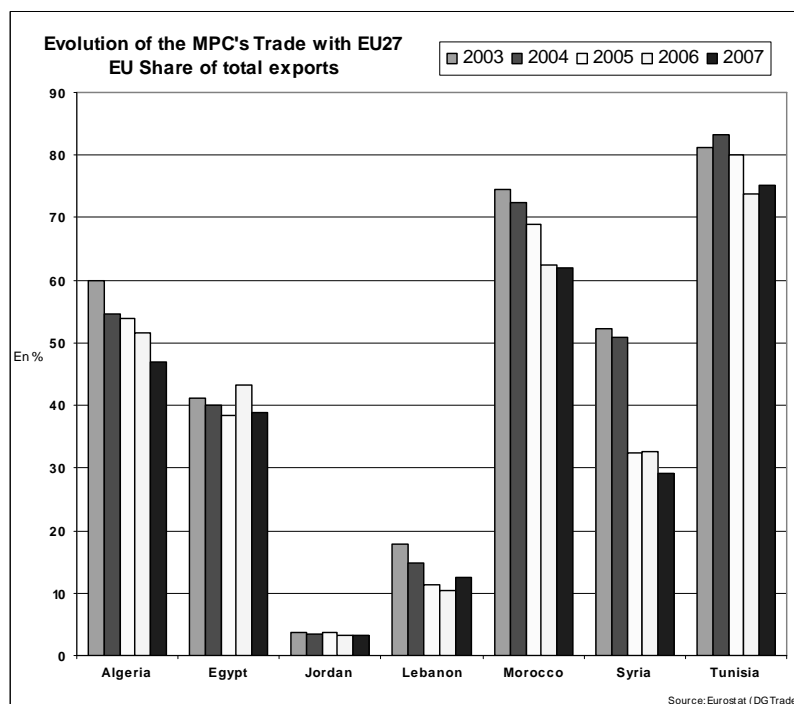
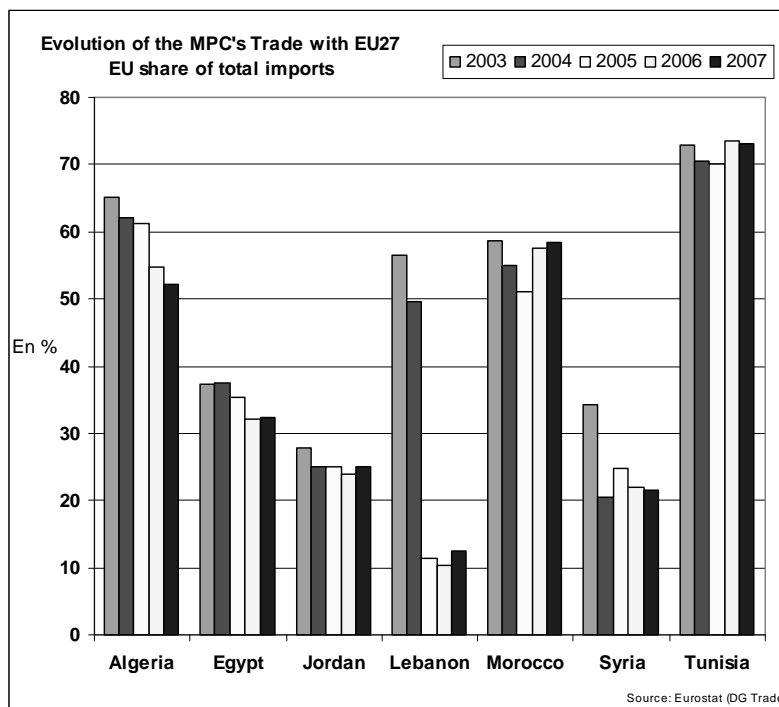
Le commerce entre l'Union européenne (UE) et les pays arabes méditerranéens est fortement asymétrique. Pour l'Europe, ces derniers ne sont pas des partenaires commerciaux majeurs, puisque l'on note en moyenne des parts inférieures à 1% que ce soit parmi les exportations ou les importations totales réalisées par l'UE de 2003 à 2007. Seule l'Algérie, fournisseur important en hydrocarbures pour le marché européen, occupe peut-être une place plus singulière dans ce panorama, bien que là aussi marginale. En 2007, seules 3,43% des importations et 4,24 % des exportations de l'UE27 s'effectuaient avec les pays arabes méditerranéens.

Evolution of the EU27 Trade with MPCs										
	Share of total EU imports					Share of total EU exports				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
Algeria	1,56	1,48	1,77	1,79	1,48	0,92	1	1	0,86	0,9
Egypt	0,38	0,41	0,44	0,57	0,49	0,73	0,8	0,81	0,78	0,84
Jordan	0,02	0,03	0,03	0,02	0,02	0,22	0,21	0,22	0,23	0,21
Lebanon	0,02	0,02	0,02	0,02	0,02	0,4	0,35	0,3	0,28	0,27
Morocco	0,68	0,64	0,77	0,53	0,55	0,94	0,94	1,12	0,9	0,99
Syria	0,33	0,25	0,26	0,26	0,24	0,27	0,26	0,27	0,26	0,26
Tunisia	0,67	0,66	0,58	0,56	0,63	0,83	0,8	0,76	0,75	0,77

Evolution of the MPCs Trade with EU27										
	EU Share of total imports					EU Share of total exports				
	2003	2004	2005	2006	2007	2003	2004	2005	2006	2007
Algeria	65,2	62,2	61,2	54,8	52,2	59,9	54,5	54	51,6	47
Egypt	37,4	37,5	35,4	32,1	32,3	41,2	40	38,3	43,2	38,8
Jordan	27,9	25	25	23,9	25	3,7	3,5	3,6	3,3	3,3
Lebanon	56,4	49,6	11,4	10,3	12,4	17,8	14,9	11,4	10,3	12,4
Morocco	58,7	55	51	57,6	58,4	74,5	72,4	69	62,4	62,1
Syria	34,3	20,4	24,8	22,1	21,5	52,4	50,9	32,3	32,6	29,2
Tunisia	72,8	70,6	70	73,5	73,1	81,1	83,4	80,1	73,8	75,3

Inversement, le commerce des pays arabes méditerranéens se tourne fortement vers l'UE. Les échanges sont fortement polarisés. En effet, les importations de la Tunisie proviennent à 73% de l'UE, et à plus de 50% pour le Maroc et l'Algérie. Ils dépendent également du marché européen dans la mesure où plus la moitié de leurs exportations y sont destinées. En revanche, la Jordanie, le Liban et la Syrie se distinguent par des échanges moins nourris avec l'UE.

Le Liban a par ailleurs connu une diminution sensible de ses importations provenant de l'Union européenne de 56% entre 2003 à 12% en 2007. Il en va de même pour la Syrie. En fait, mis à part le Maroc et la Tunisie, on constate une baisse progressive du poids de l'UE dans les relations commerciales des pays arabes méditerranéens ces dernières années.

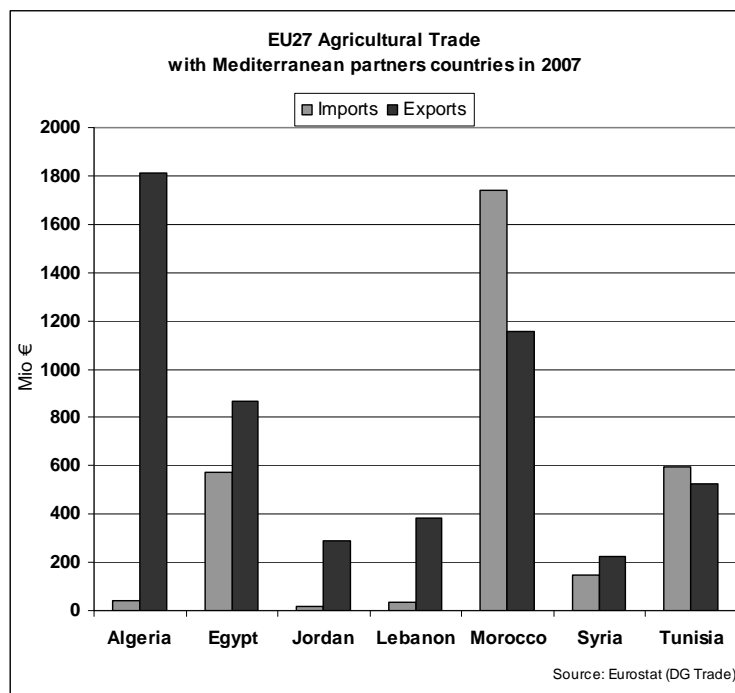


Au sein de ce tissu de relations commerciales particulières entre l'UE et les pays arabes méditerranéens, les échanges de produits agricoles continuent d'occuper une place non négligeable. En 2007, l'UE aura exportés pour près de 5,26 milliards d'euros de produits agricoles vers les pays arabes méditerranéens, notamment en direction de l'Algérie. C'est d'ailleurs ce pays qui se situe dans la plus forte dépendance alimentaire vis-à-vis de l'UE, contrairement au Maroc, qui est le seul des pays arabes méditerranéens à présenter régulièrement une balance agro-commerciale excédentaire vis-à-vis du partenaire européen (la Tunisie a réussi également cette performance en 2007).

Mais la part des produits agricoles dans les échanges de l'UE avec les pays arabes méditerranéens varie fortement selon les pays. Par exemple, en 2007, sur le total de ses importations avec l'Algérie, l'UE a importé 0,2% de biens agro-alimentaires alors que sur la même période la part des importations agricoles venant d'Egypte représentait 8,2% des importations totales européennes. En 2006, on observait par ailleurs que l'UE était l'un des premiers fournisseurs en denrées alimentaires pour certains pays arabes méditerranéens, comme l'Algérie ou la Tunisie où la part de l'Europe dans les importations totales agricoles était respectivement de 42 et 33%.

Avec un solde positif de 2,1 milliards d'euros en 2007, alors que celui-ci était de 1,2 milliard d'euros en 2004⁷, l'UE semble toutefois renforcer sa domination agro-commerciale face aux pays arabes méditerranéens.

EU27 Agricultural Trade with MPCs in 2007 (Mio €)			
	Imports	Exports	Balance
Algeria	44	1814	1769
Egypt	573	867	294
Jordan	20	289	269
Lebanon	37	381	344
Morocco	1739	1155	-583
Syria	145	226	81
Tunisia	596	524	-72
Total	3154	5256	2102



⁷ Voir la note d'alerte n°20 du CIHEAM, « La situation agro-commerciale euro-méditerranéenne », octobre 2006.

3. Des échanges commerciaux de plus en plus diversifiés

Comme cela a été indiqué précédemment, l'UE reste le partenaire commercial le plus important des pays arabes méditerranéens. Cette situation résulte à la fois de proximités géographiques et socioculturelles et de mesures plus institutionnelles, comme le lancement du Partenariat euro-méditerranéen en 1995, ayant permis de faciliter les relations commerciales dans la zone. Ainsi, en considérant tant le volume des importations que des exportations, l'UE27 reste de très loin le premier partenaire commerciale des pays arabes méditerranéens, avec en moyenne près de 43%. En 2007, l'UE aura exporté pour près de 57,4 milliards d'euros vers les sept pays sous revue.

Major trade partners in 2007 (imports + exports)													
	EU	USA	China	Turkey	Canada	Brazil	Japan	India	Russia	Ukraine	Argentina	Saudi Arabia	Med countries (excluding Turkey)
Algeria	48,6%	20,8%	4,2%	3,7%	5,9%	3,4%	1,4%	0,5%	1,2%	1,2%	0,9%		2,7%
Egypt	33,8%	11,3%	6,9%	2,2%	0,7%	2,6%	3%	1,8%	2,4%	1,9%		4,9%	6,2%
Jordan	18,6%	9,9%	7,3%	2,2%				4%	1,7%	1,8%		17,3%	10,3%
Lebanon	33,7%	6,3%	4,8%	3,4%		1,6%	2,1%	0,9%	0,9%	1,1%		5,1%	19,1%
Morocco	59%	4,3%	5,7%	2%	0,9%	2%	1,5%	1,9%	1,4%	0,7%	0,8%	4,6%	2,8%
Syria	24,3%	1,3%	5,6%	3,2%		0,9%		1,2%	2,3%	3,1%		9,5%	15,3%
Tunisia	73,6%	2,5%	1,6%	2,3%	0,4%	0,9%	0,5%	0,9%	1,3%	1%	0,6%	0,7%	3%

Toutefois, d'autres acteurs commerciaux opèrent dans la région et de nouveaux y arrivent, forts de leur émergence sur la scène géoéconomique internationale. Ainsi doit-on rappeler que les Etats-Unis sont pour plusieurs pays arabes méditerranéens un partenaire commercial important, notamment pour l'Algérie qui lui vend des hydrocarbures et pour l'Egypte qui lui achète du blé en particulier⁸. Avec environ 8,4 milliards d'euros d'exportations, Washington occupe bel et bien le terrain commercial du Sud de la Méditerranée.

La Chine, dont l'arrivée sur les marchés de la zone est plus récente, figure comme le troisième partenaire commercial des pays arabes méditerranéens (10,7 milliards d'euros d'exportations en 2007, en particulier de produits manufacturés), malgré une plus faible relation avec la Tunisie. La Turquie de son côté soigne ses échanges commerciaux avec ses voisins arabes, à travers une série d'accords bilatéraux de libre-échange conclus ces dernières années, lui permettant d'écouler environ 4 milliards d'euros de marchandises en 2007 vers ces pays.

Il faut à cela ajouter la présence discrète mais réelle de puissances stratégiques ou émergentes comme la Russie, le Japon, l'Inde ou le Brésil. Ce dernier, fort de son potentiel agricole, s'enracine dans le paysage commercial de pays comme l'Algérie ou l'Egypte figurant parmi les grands importateurs agricoles mondiaux. La relation avec l'Ukraine, là encore récente et croissante, mérite d'être soulignée. Tout comme celle du Canada ou de l'Argentine, ces présences commerciales répondent en grande partie à la situation de dépendance considérable de plusieurs pays arabes méditerranéens envers le marché agricole internationale et celui des céréales en particulier.

Il convient en outre d'insister sur le rôle économique de l'Arabie saoudite, fournisseur stratégique de pétrole, qui fait du royaume l'un des acteurs commerciaux les plus dynamiques vis-à-vis des pays arabes méditerranéens, à l'exception logique de l'Algérie. Enfin, comment ne pas souligner le peu de relations commerciales qu'entretiennent les pays arabes méditerranéens entre eux, et notamment ceux du Maghreb, tandis que les échanges sont plus soutenus à ce niveau pour la Syrie et le Liban

⁸ Pour rappel, l'Egypte compte annuellement en moyenne depuis plusieurs années pour 6 à 7% des importations mondiales de blé tandis que les Etats-Unis assurent parallèlement entre 25 et 30% des exportations mondiales de blé (chiffres de Conseil international des céréales)

MPC's imports from EU27 (2007)		
	Mio €	Share of total imports (%)
Algeria	12 356	52,2
Egypt	11 386	31,8
Jordan	2 435	25,0
Lebanon	3 660	39,2
Morocco	13 544	57,7
Syria	3 535	21,0
Tunisia	10 485	72,5
Total MPC	57 401	42,8

MPC's imports from Usa (2007)		
	Mio €	Share of total imports (%)
Algeria	1 327	5,6
Egypt	4 293	12,0
Jordan	460	4,7
Lebanon	663	7,1
Morocco	1 078	4,6
Syria	290	1,7
Tunisia	324	2,2
Total MPC	8 435	5,4

MPC's imports from China (2007)		
	Mio €	Share of total imports (%)
Algeria	2104	8,9
Egypt	3499	9,8
Jordan	955	9,8
Lebanon	553	5,9
Morocco	1716	7,3
Syria	1533	9,1
Tunisia	383	2,7
Total MPC	10743	7,6

MPC's imports from Turkey (2007)		
	Mio €	Share of total imports (%)
Algeria	989	4,2
Egypt	725	2,0
Jordan	281	2,9
Lebanon	316	3,4
Morocco	579	2,5
Syria	640	3,8
Tunisia	426	2,9
Total MPC	3 956	3,1



Le CIHEAM a été créé, à l'initiative conjointe de l'OCDE et du Conseil de l'Europe, le 21 mai 1962.

C'est une organisation intergouvernementale qui réunit aujourd'hui treize Etats membres du bassin méditerranéen (Albanie, Algérie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Italie, Liban, Malte, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie).

Le CIHEAM se structure autour d'un secrétariat général situé à Paris et de quatre Instituts agronomiques méditerranéens (Bari, Chania, Montpellier et Saragosse).

Avec au cœur de son activité trois missions fondamentales (formation, recherche, coopération), le CIHEAM s'est progressivement imposé comme une référence dans ses domaines d'activité : l'agriculture, l'alimentation et le développement des territoires ruraux en Méditerranée.

A propos de l'Observatoire du CIHEAM

L'Observatoire méditerranéen du CIHEAM est un instrument d'analyse et de débat sur l'agriculture, le monde rural et l'alimentation en Méditerranée.

Les propos tenus dans les notes d'alerte et les notes d'analyse qui y sont publiées engagent la responsabilité de leurs auteurs, et en aucun cas celle du CIHEAM.

www.ciheam.org